Zeitschrift: Revue historique vaudoise
Herausgeber: Société vaudoise d'histoire et d'archéologie
Band: 11 (1903)
Heft: 7

Artikel: La guerre des paysans : 1653
Autor: Maillefer, Paul
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-12504

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

11me année. N° 7. Juillet 1903.

REVUE HISTORIQUE VAUDOISE

LA GUERRE DES PAYSANS

— « 1653 » —

III

Mais tout ce qui s'était passé jusqu'ici n'était que le prélude d'événements plus graves. Les concessions faites par les gouvernements de Lucerne et de Berne parurent bientôt insuffisantes. On voulait plus et mieux ; on désirait, non plus seulement le redressement de certains abus, mais une transformation sociale et politique. Le soulèvement prenait un tout autre caractère ; c'était une véritable révolution.

Les paysans de l'Entlebuch étaient les plus échauffés et les plus actifs. Ils conçurent le plan d'une ligue des paysans et envoyèrent à cet effet des émissaires dans les cantons voisins, et jusque dans la campagne bâloise et dans la Suisse orientale. Après eux venaient les sujets bernois de l'Emmenthal, animés des mêmes sentiments, et tout aussi énergiques.

Cette nouvelle attitude des chefs ne plaisait pas à tout le monde. Bon nombre de paysans repoussaient les mesures nouvelles, voulaient s'en tenir aux concessions obtenues et rester fidèles au gouvernement. C'étaient les *doux*, qui formaient une importante minorité. Mais les *durs*, ou partisans de la révolte, imposaient de force leur opinion. Les doux furent, en plusieurs endroits, l'objet de mauvais traitements ; on leur coupait la barbe et les cheveux, on leur tirait les

oreilles, on leur frottait la peau des tempes jusqu'au sang pour les *endurcir*. [1]

L'effet de cette agitation fut immédiat. Les paysans des divers états tinrent des assemblées séparées et partout l'idée d'une grande ligue des paysans fut approuvée. Enfin une landsgemeinde générale des paysans eut lieu à Sumiswald. On y arrêta les termes de la charte d'alliance. Un conseil de guerre fut nommé, ayant à sa tête le Lucernois Emmenegger. Enfin Nicolas Leuenberger fut élu chef de la ligue.

Deux nouvelles landsgemeindes eurent lieu à Huttwyl le 30 avril et le 14 mai. Dans la seconde, l'acte d'alliance fut solennellement juré. Les paysans promettaient d'observer la première alliance confédérale, de se prêter réciproquement assistance pour résister aux prétentions des gouvernants; de défendre ceux d'entre eux qui seraient attaqués, de mettre en liberté ceux qui seraient incarcérés. L'alliance devait être renouvelée tous les dix ans. Il était interdit aux paysans d'un canton de traiter avec leur gouvernement sans le consentement des autres alliés. A la nouvelle des nouveaux troubles, une diète fut convoquée à Baden tandis qu'un dernier essai d'entente entre Berne et ses sujets avait lieu à Langenthal. On ne put tomber d'accord. Lenzbourg fit alors sonner le tocsin. Tout l'Emmenthal et les contrées voisines coururent également aux armes et l'armée insurrectionnelle se dirigea sur Berne.

Quoique moins agités au début que les gens de l'Entlebuch et de l'Emmenthal, les paysans de l'Argovie suivirent avec empressement. Ils réussirent à gagner à leur cause la ville de Lenzbourg, un moment indécise, mais qui avait aussi à se plaindre des Bernois. Elle envoya aussi des délégués à la seconde landsgemeinde d'Huttwyl. Elle finit par

[1] Dr Hans Nabholz. *Der Anteil der Grafschaft Lenzburg am Bauernkrieg*, 1653, p. 28.

envoyer aussi des hommes et deux officiers à l'armée des paysans.

La ville d'Aarau cependant restait fidèle, au grand déplaisir des paysans qui auraient voulu être les maîtres du passage de l'Aar. Des négociations furent entamées avec la ville, mais celle-ci refusa de laisser le passage libre. Elle fut bientôt entourée de paysans venus des districts de Lenzbourg, d'Aarbourg, des cantons de Bâle et de Soleure. La ville se mit aussitôt en état de défense, les portes furent fortifiées, une partie du pont fut coupée. Grands et petits rivalisaient de zèle pour ces préparatifs, les femmes elles-mêmes ne restaient pas en arrière et faisaient bouillir de la chaux et de l'amidon pour présenter aux paysans « un breuvage de leur façon ». [1]

Les paysans manquaient d'artillerie et ils ne se sentaient pas en force pour donner l'assaut. Ils se contentèrent de bloquer hermétiquement la ville et de détourner le canal qui alimentait les moulins. Pendant quelques jours les gens d'Aarau, très inquiets, n'avaient aucune nouvelle de ce qui se passait à Berne, et toute tentative pour faire parvenir des messages à la capitale était infructueuse. Les paysans fouillaient jusqu'à la chemise tous ceux qui leur paraissaient suspects, même les voyageurs inoffensifs. A la fin cependant, un bourgeois de Berne, Samuel Knuchel, réussit à quitter Aarau, à traverser les lignes ennemies et à arriver jusqu'à Berne. La joie fut grande dans la capitale lorsqu'on sut que Aarau restait fidèle et résistait avec énergie. Knuchel réussit ensuite à rentrer à Aarau et il rassura les habitants, leur promettant prompt secours.

La propagande révolutionnaire continuait pendant ce temps et s'étendait auprès et au loin. Les Lenzbourgeois cherchaient à entraîner les sujets des bailliages libres ; ceux-ci prétendaient rester neutres ; cependant leurs sympathies

[1] Ibid., 35.

allaient aux paysans ; ils le témoignèrent en faisant occuper Mellingen par 160 hommes, pour empêcher les troupes zurichoises de passer. Les sujets du bailliage de Schenkenburg, restés d'abord fidèles, finirent par céder à la contagion et se soulevèrent. On cherchait aussi à entraîner les sujets zuricois et même les thurgoviens. Sous prétexte d'intéresser à leur sort le conseil de Zurich, une délégation de trois hommes de l'Entlebuch et deux Argoviens était venue à Zurich ; le conseil les entendit avec bienveillance. On découvrit plus tard leurs véritables intentions. Plusieurs agitateurs de même sorte furent arrêtés. Et le résultat de leur activité ne tarda pas à se faire sentir. Les sujets du bailliage de Regensberg s'agitèrent et refusèrent de marcher avec les troupes envoyées de Zurich pour écraser la révolte en Argovie. [1]

La contagion s'étendit jusqu'à la Thurgovie. Ici les agents les plus actifs étaient quelques bouchers et marchands de bétail. Il fut question de convoquer une assemblée à Weinfelden ; on entra en relation avec les Argoviens et on leur communiqua ce projet. Ces derniers approuvèrent et envoyèrent une délégation pour entretenir ce beau zèle. Ils n'arrivèrent pas à destination ; le gouvernement de Zurich les fit arrêter au passage et incarcérer.

Cependant l'espoir d'un nouvel arrangement à l'amiable entre gouvernants et sujets n'avait pas complètement disparu. Leuenberger ne se sentait pas assez sûr pour risquer une attaque suprême contre Berne. D'autre part LL. EE. voulaient gagner du temps afin de laisser aux troupes de secours le temps d'accourir. Des négociations étaient entamées. Elles aboutirent, le 28 mai, à la conclusion du traité de Murifeld. Les paysans étaient mis de nouveau au bénéfice des concessions faites dans l'arbitrage précédent. Une indemnité de guerre leur était promise ; ils devaient en revanche réparer les dommages qu'ils avaient causés ;

[1] Ibid., p. 42.

enfin les souverains accordaient une amnistie pleine et entière. La nouvelle de ce traité fut accueillie avec une grande satisfaction par les insurgés. Bon nombre, croyant la guerre terminée, se hâtèrent de regagner leurs foyers.

IV

Soudain, à l'instant où l'on espérait la paix, les hostilités reprirent avec plus d'énergie.

Au moment du danger et avant que les négociations eussent pris la tournure pacifique qui aboutit au traité de Murifeld, Berne avait requis le secours de ses alliés. Zurich avait immédiatement répondu. La levée des troupes, cependant, ne se fit pas sans quelques difficultés. Les sujets de la Suisse orientale, mieux que les Vaudois, avaient compris que la cause des paysans bernois et argoviens était, en somme, la leur. Les Toggenbourgeois désertaient en masse ; les Thurgoviens ne voulurent pas avancer. Une armée de huit mille hommes fut néanmoins réunie ; elle était bien organisée, pourvue de cavalerie et d'artillerie, et commandée par le général Conrad Werdmüller.

L'armée zurichoise se mit en route le 30 mai au soir et, après avoir marché toute la nuit, elle arrivait le lendemain de bon matin sur les hauteurs du Heiterberg d'où elle annonçait, par deux coups de canon, son arrivée aux paysans effrayés. A midi, elle arrivait à Mellingen, s'emparait de ce bourg et établissait solidement son camp entre Mellingen et Wohlenschwyl. Werdmüller adressait en même temps aux insurgés une proclamation les invitant à poser immédiate ment les armes et à lui envoyer aussitôt des délégués.

L'étonnement des paysans fut grand. Plusieurs d'entre eux croyaient la guerre terminée et pensaient qu'incessamment viendraient de Berne les ordres nécessaires pour arrêter les troupes zurichoises. Ils informèrent donc Werdmüller des tractations qui avaient eu lieu avec Berne : la paix était

conclue ; toute hostilité entre Berne et ses sujets avait cessé ; le général devait consentir à un armistice jusqu'à l'arrivée de nouvelles précises.

Werdmüller crut à une ruse de guerre, il pensa que les rebelles voulaient gagner du temps. Il accorda néanmoins un armistice de deux jours. Il en profita pour se retrancher solidement dans son camp ; tandis que les paysans envoyaient des délégués de tous côtés pour demander du secours et informaient Leuenberger de ce qui se passait. Celui-ci rentra alors en campagne et chercha à concentrer autour de Lenzbourg une forte armée.

Au matin du 2 juin, Werdmuller n'ayant encore reçu aucune nouvelle du traité mentionné par les paysans se trouvait assez perplexe. Il attendit cependant jusqu'à midi. Le reste du jour se passa en négociations et la bataille fut encore évitée. Un nouvel armistice fut conclu jusqu'au 3 juin au matin.

Pendant ce temps, Leuenberger s'était rapproché, avait pris Zofingue, et avait grossi son armée des troupes qui assiégeaient Aarau. Il arrivait à Othmarsingen dans la nuit du 2 au 3 juin ; Schybi l'y rejoignit avec les paysans lucernois, de sorte que son armée était forte de 15 à 20,000 hommes. Au matin du 3 juin, il envoyait au général zurichois une invitation à une entrevue qui aurait lieu entre les deux armées. Werdmüller refusa.

Vers midi, quelques troupes de paysans se mirent en marche pour attaquer l'aile droite des Zuricois. Ils furent repoussés. Une attaque dirigée contre l'aile gauche, du côté de Wohlenschwyl échoua semblablement. Les troupes zuricoises mirent le feu au village pour se protéger. L'artillerie et la cavalerie leur donnaient une supériorité marquée.

Vers le soir, les paysans, découragés par l'insuccès de leurs attaques, cessèrent de combattre. Il avait plu dans l'après-midi, et soudain, lorsque le ciel s'était éclairci, un

arc-en-ciel était apparu derrière l'armée zurichoise. Les paysans y virent un avertissement du ciel, et une invitation à la paix [1]. Ils demandèrent une suspension des hostilités qui fut aussitôt accordée.

Telle fut la *bataille* de Wohlenschwyl. Elle mérite à peine ce nom et il ne saurait être question d'un combat acharné. Ce fut plutôt, dit M. Nabholz [2], une escarmouche un peu prolongée. Les paysans n'avaient aucun plan d'attaque bien arrêté et aucune direction générale ne présida à leurs opérations.

Cet échec avait néanmoins brisé la résistance des paysans. Ils implorèrent aussitôt la paix. Le 4 juin, 43 délégués des divers districts apparurent au camp de Werdmüller. Les paysans auraient voulu une amnistie générale et la confirmation du traité de Murifeld. Mais la victoire avait rendu les maîtres moins conciliants. Les rebelles durent accepter des conditions très dures : ils devaient déposer aussitôt les armes, dissoudre la confédération d'Hutwyl ; les troupes du gouvernement restaient sur pied jusqu'à soumission complète des insurgés ; il n'était pas question d'une amnistie.

C'était l'échec de tout le mouvement ; les délégués des paysans le comprirent et c'est avec des larmes aux yeux qu'ils souscrivirent à ces dures conditions. La masse de leurs commettants les accepta également.

La grande majorité des paysans rentra chez elle, heureuse d'en être quitte à si bon compte. Les irréconciliables ne pouvaient se décider à poser les armes et firent une manifestation sur Brugg, mais sans résultat. Quelques insurgés s'étaient aussi portés sur Othmarsingen, mais l'arrivée de Werdmüller amena aussitôt la soumission de cette région.

Les paysans lucernois succombèrent comme les paysans bernois. Aussitôt le traité de paix conclu, Schybi avait

[1] Nabholz, op. cit, p. 56.

[2] Op. cit., p. 57.

quitté Wohlenswyl avec ses troupes et avait rejoint les bandes insurgées qui assiégeaient Lucerne. Ils y furent battus, le 4 juin, au pont de Gislikon par le général Zweyer et la révolte fut également étouffée. Les paysans posèrent les armes et acceptèrent le prononcé arbitral de Stanz.

Le gouvernement de Berne s'était, lui aussi, ressaisi. L'arrivée des troupes welches lui avait rendu courage. Il n'était plus question du traité de Murifeld qui fut déclaré nul. Le général Louis d'Erlach s'était mis à la tête de l'armée bernoise et marchait dans la direction d'Herzogenbuchsee ; son armée, disait-on, dévastait tout sur son passage et causait beaucoup de mal aux paysans. A cette nouvelle, Leuenberger rassembla de nouvelles troupes. Mais il subit une sanglante défaite à Herzogenbuchsee, le 8 juin.

La résistance des paysans était brisée. Tous les bailliages demandaient grâce et se déclaraient prêts à faire leur soumission. En même temps, la révolte avait été écrasée dans la campagne bâloise. Les Soleurois avaient aussi posé les armes. Ainsi la défaite des insurgés était complète.

V

La répression fut d'autant plus terrible que le danger avait été plus grand. Il faut bien dire que, dans les idées du temps, la révolte des sujets contre leurs maîtres devait être considérée comme un crime capital. Werdmüller cantonna ses troupes dans les communes argoviennes et, bien qu'il eût donné les ordres les plus sévères pour maintenir la discipline [1], le soin d'héberger la troupe retombait sur le paysan et lui pesait durement. D'Erlach était moins calme, et il aurait volontiers poursuivi la campagne, qui n'offrait plus aucun danger. Pour éviter toute divergence, on convint d'une entrevue, à Zofingue, entre les trois généraux Zweyer, Werdmüller, d'Erlach, et les délégués des Etats intéressés. Il fut convenu que ceux des paysans qui s'étaient révoltés

[1] Nabholz, o. c., p. 62.

contre leur propre gouvernement seraient punis par celui-ci. Ceux, au contraire, qui avaient participé au mouvement général, et notamment ceux qui avaient combattu à Mellingen, devaient être jugés par un tribunal commun. Effectivement, Berne, Bâle, Lucerne et Soleure procédèrent à de nombreuses arrestations et prononcèrent de nombreuses condamnations à mort, à l'amende et à l'exil.

Les autres inculpés furent jugés à Zofingue. Leuenberger, conduit à Berne et mis à la torture, dénonça un grand nombre de complices. Les arrestations se multiplièrent : Zofingue regorgea bientôt de prisonniers ; ses rues étaient encombrées de paysans, de femmes et d'enfants venus pour implorer la grâce du tribunal en faveur des leurs [1].

Mais la guerre n'était pas terminée que déjà des différends s'élevaient entre Berne et Zurich au sujet des concessions à accorder aux paysans. On disputa sur les frais de la guerre, entre Berne et Zurich, entre Lucerne et les petits cantons. Les délégués se séparèrent le 2 juillet, mais ceux de Berne quittèrent la ville sans saluer ceux de Zurich. Genève eut aussi à se plaindre de l'ingratitude bernoise ; ses troupes avaient été renvoyées dans leurs foyers sans un mot de remerciement. Il semble que Berne ait eu honte de sa faiblesse et de ses craintes et en ait voulu aux Confédérés d'avoir été dans l'obligation de recourir à leurs bons offices. Si Berne traitait ainsi ses alliés, on ne pouvait guère s'attendre à ce qu'elle fût plus reconnaissante envers ses sujets romands. Et, en fait, les Vaudois n'obtinrent aucun des avantages qu'on leur avait laissé entrevoir.

Ainsi se termina la guerre des paysans : le joug qui pesait sur eux alla en s'appesantissant ; il en fut de même pour les sujets non révoltés ; en aidant à comprimer l'insurrection, les Vaudois contribuèrent à river leurs propres fers.

Paul Maillefer.

[1] Nabholz, o. c., p. 64.